

France/Hommage aux victimes deux jours après une nouvelle attaque jihadiste

"Toute la France est malheureuse"

AFP
TrèbesFrance

Le bilan est monté à quatre morts, après le décès - qui a suscité une émotion particulière - d'un gendarme.

DEUX jours après une nouvelle attaque jihadiste dans le sud de la France, le pays se recueillait hier à la mémoire des quatre personnes tuées par Radouane Lakdim, un petit délinquant radicalisé sur lequel les enquêteurs poursuivent leurs investigations.

Les photos de ces quatre victimes s'étaient à la Une du journal Le Parisien : un retraité, un boucher, un ancien viticulteur et un gendarme. La mort de ce dernier, le lieutenant-colonel Arnaud Beltrame, a suscité une émotion particulière.

Cet officier de gendarmerie de 45 ans, qui devait se marier religieusement en juin, est mort en "héros" sous les balles de l'assaillant après s'être livré à la place d'une otage.

Avant "l'hommage national" qui doit lui être rendu à une date ultérieure, sa mémoire a été saluée par l'évêque de Carcassonne et Narbonne, qui célébrait hier à Trèbes une messe en souvenir des victimes.

"Une vie donnée ne peut pas être perdue", a souligné Mgr Alain Planet dans une brève homélie.

Après cinq mois d'accalmie, la sanglante prise d'otages à Trèbes, paisible commune de 6 000 habitants à deux pas de la cité



Photo : AFP

C'est le visage grave que les proches des victimes des attaques de vendredi ainsi que les fidèles ont quitté hier l'église Saint Etienne de Trèbes.

médiévale de Carcassonne, est venue rappeler la persistance de la menace des attentats dans le pays, frappé depuis 2015 par une vague d'attaques qui a fait 245 morts.

"Je suis très triste. Toute la France est malheureuse", confie Emile Acco, un peintre carrossier à la retraite venu pour assister à la messe en ce dimanche des Rameaux, avec des centaines d'habitants de Trèbes, croyants ou non.

"Malheureusement, on n'en a pas fini", soupire Liliale Dal Mas, une habitante d'un village voisin. Des représentants de la communauté musulmane avaient tenu à s'associer à l'hommage aux victimes.

"On trouve pas les mots, on est bouleversés", a déclaré un imam de Carcassonne, Mohamed Belmihoub. **"PARCOURS DE RADICALISATION"** Face au plus grave attentat commis depuis son entrée en fonction en mai 2017, le président Emmanuel Macron a ré-

téré sa "détermination" à lutter contre le terrorisme, soutenu par son homologue américain Donald Trump et la Première ministre britannique Theresa May.

"Macron, l'épreuve du feu", titrait le Journal du Dimanche, alors que des critiques politiques commencent à poindre.

"Il faut qu'on arrête d'être naïf, l'Etat islamique est en train de gagner les esprits, il va falloir qu'on se réveille", a lancé hier Geoffrey Didier, du parti de droite Les Républicains qui plaide pour "l'internement" des militants islamistes "les plus dangereux".

Car Radouane Lakdim avait bien été repéré et suivi par les services de renseignement, mais "nous pensions qu'il n'y avait pas de radicalisation", a reconnu le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb.

Après avoir réuni un conseil de défense, le chef de l'Etat français a convoqué tous les services char-

gés du suivi des personnes radicalisées dans le département de l'Aude, où se sont produites les attaques.

Les enquêteurs doivent désormais éclaircir le "parcours de radicalisation" de l'assaillant, selon le ministre de l'Intérieur. A-t-il bénéficié de complicités ? Quels sont ses éventuels liens avec le groupe jihadiste Etat islamique ?

Français d'origine marocaine de 25 ans, Radouane Lakdim s'était présenté vendredi comme "un soldat" de l'EI. Celui-ci a peu après revendiqué les attaques.

Des "notes faisant allusion à l'Etat islamique" et s'apparentant à un testament ont été retrouvées à son domicile. Sa compagne et un jeune de 17 ans présentés comme un de ses amis ont été placés en garde à vue.

"PASSAGE A L'ACTE" Fiché "S" (pour Sécurité de l'Etat), Radouane Lakdim ne semblait plus être une

menace aux yeux des autorités. En août 2016, il avait fait un mois de prison à la maison d'arrêt de Carcassonne, après des condamnations pour "port d'arme prohibé", "usage de stupéfiants" et "refus d'obtempérer".

En 2016 et 2017, il avait de nouveau été suivi par les services de renseignements, qui n'avaient décelé aucun "signe précurseur pouvant laisser présager un passage à l'acte terroriste", selon le procureur de la République de Paris, François Molins.

Mais pour Jean-Charles Brisard, président du Centre d'analyse du terrorisme, "les passages à l'acte ne suivent plus nécessairement une logique de groupe et le lien entre ces acteurs locaux et des organisations terroristes est de plus en plus virtuel".

"Il n'existe plus de profils types, les modes opératoires sont improvisés, les armes rudimentaires", ajoute-t-il. Radouane Lakdim a entamé son équipée meurtrière armé d'un pistolet, d'un couteau et d'engins artisanaux, en volant une voiture à Carcassonne, blessant grièvement son conducteur portugais et tuant son passager.

Et c'est en criant "Allah Akbar" qu'il a surgi et fait feu vendredi dans le supermarché Super U de Trèbes, tuant un salarié quinquagénaire du supermarché, un client, et blessant mortellement le lieutenant-colonel Arnaud Beltrame, avant de mourir dans l'assaut donné par les forces de l'ordre.

L'Afrique en bref

• Bénin / Politique. L'homme d'affaires Ajavon lance son parti



L'homme d'affaires franco-bénois et candidat malheureux à la dernière présidentielle au Bénin, Sébastien Ajavon, a créé ce week-end un parti politique, l'Union sociale libérale (USL), a constaté l'AFP.

• Mali / Sécurité. Les Casques bleus canadiens déployés en août Le Canada compte déployer son contingent de Casques bleus au Mali vers le mois d'août, a indiqué hier le ministre de la Défense Harjit Sajjan.

• RD Congo/Crise. L'UE persiste et s'alarme La crise humanitaire se détériore en République démocratique du Congo, s'est inquiétée hier l'Union européenne, qui doit co-présider en avril une conférence des donateurs à laquelle Kinshasa refuse de participer, estimant que la communauté internationale est trop alarmiste.

• Sierra Leone/Présidentielle. Le candidat de l'opposition accuse Le candidat de l'opposition en Sierra Leone a accusé hier le président sortant et son parti de conduire le pays "au bord du chaos" en manœuvrant pour empêcher la tenue, prévue demain, du second tour de l'élection présidentielle.

A travers le monde

• Espagne / Politique. Catalogne : le leader indépendantiste Puigdemont arrêté en Allemagne

L'ex-président indépendantiste catalan Carles Puigdemont, sous le coup d'un mandat d'arrêt européen lancé par l'Espagne, a été arrêté hier par la police allemande près de la frontière avec le Danemark, cinq mois après avoir fui son pays. Il sera présenté à un juge ce lundi.

• Syrie-Turquie/Conflit. Ankara : et maintenant Tal Rifaat !

La ville de Tal Rifaat, à une quarantaine de kilomètres au nord d'Alep, est la prochaine cible de l'opération militaire turque contre une milice kurde dans le nord de la Syrie après la prise d'Afrine, a annoncé hier le président turc Recep Tayyip Erdogan.

Nigeria/Après trois jours passés auprès des autorités à Abuja

Les écolières libérées par Boko Haram de retour à Dapchi

AFP
Dapchi/Nigeria

Elles ont été immédiatement conduites à l'internat pour jeunes filles - le lieu de leur enlèvement - où les attendaient leurs familles pour une cérémonie officielle.

UNE centaine d'écolières enlevées le 19 février par le groupe islamiste Boko Haram à Dapchi, dans le nord-est du Nigeria, et libérées la semaine dernière, ont été ramenées hier à leurs familles, a constaté un correspondant de l'AFP.

Vêtues de longs hijabs traditionnels, les 105 jeunes filles sont arrivées vers 14H30 locales (même heure au Gabon) à bord de cinq bus escortés par l'armée nigérienne à Dap-

chi, dans l'Etat de Yobe, où elles ont pu retrouver leurs parents, après avoir passé trois jours auprès des autorités à Abuja, la capitale fédérale.

Le groupe avait atterri dans la matinée à Maiduguri, capitale de l'Etat voisin du Borno, avant de prendre la route en direction de leur ville natale.

Elles ont été aussitôt conduites à l'internat pour jeunes filles - le lieu de leur enlèvement - où les attendaient leurs familles pour une cérémonie officielle en présence de plusieurs hauts responsables politiques nigériens, dont des sénateurs. "Nos filles sont arrivées Dapchi cet après-midi, nous sommes maintenant avec elles dans le hall de l'école", a déclaré Kachalla Bukar, père d'une des écolières et porte-parole de l'association des parents des filles enlevées.



Photo : AFP

La centaine d'écolières libérées par Boko Haram viennent de regagner Dapchi, après avoir passé trois jours à Abuja au cours desquels elles ont notamment été reçues par le président Muhammadu Buhari.

Les 105 filles étaient présentes lors de la cérémonie de retrouvailles, a-t-il précisé.

"L'annonceur appelle le nom d'une fille et celui de ses parents, chaque fille est officiellement remise à son parent et il lui est demandé de signer un registre (...) indiquant qu'il

prend en charge de sa fille", a ajouté M. Bukar. Au total, 105 des 111 étudiantes enlevées le 19 février dernier dans leur pensionnat à Dapchi, dans l'Etat voisin de Yobe, avaient été libérées mercredi par leurs ravisseurs qui les ont "déposées sur la route", selon le gouverne-

ment.

Cinq jeunes filles sont mortes au moment de la prise d'otages, vraisemblablement dans les camions qui les transportaient vers leur lieu de détention.

L'une d'entre elles, une chrétienne, est toutefois toujours entre les mains des insurgés, ayant refusé de se convertir à l'islam, selon les témoignages de ses camarades.

Selon des témoins contactés par l'AFP, les captives étaient gardées sur des îles du lac Tchad, zone contrôlée par la faction reconnue par le groupe Etat islamique à qui Boko Haram a prêté allégeance en 2015.

Le groupe jihadiste mène depuis 2009 une insurrection sanglante dans le nord-est du Nigeria qui a fait plus de 20 000 morts et 2,6 millions de déplacés.